

dépasser sur des marchés mondiaux concurrentiels. Le gouvernement américain devrait mettre en oeuvre activement une politique industrielle afin de compenser la perte des contrats du département américain de la Défense et de réagir au comportement «abusif» des Japonais et d'autres pays, autrement les États-Unis vont perdre des secteurs de l'industrie de pointe et des emplois bien rémunérés au profit de pays étrangers.

Deuxièmement, le gouvernement doit ouvrir des marchés dans les pays dont le revenu est élevé, en particulier le Japon. Tandis que les entreprises japonaises jouissent d'un accès relativement libre au marché américain (les théoriciens du «domaine de la stratégie» reconnaissent qu'il n'y a que très peu d'exceptions où les États-Unis recourent au protectionnisme), le gouvernement japonais est réticent à résoudre de nombreux obstacles «structurels» au «libre-échange», lesquels sont profondément ancrés au Japon. Malgré l'absence de barrières juridiques au commerce, la collusion entre les entreprises japonaises et un système de distribution hautement cartellisé bloquent réellement l'entrée de nombreux produits étrangers sur le marché japonais, même lorsque ces derniers sont moins chers et (ou) de meilleure qualité que leur équivalent local. De même, la collusion entre les entreprises locales et le gouvernement entrave l'investissement étranger direct. Les obstacles à l'établissement de succursales locales empêchent les exportations intra-entreprises et les autres exportations vers le Japon. Les sociétés américaines ne peuvent pas accéder au lucratif marché japonais.

Ce système (qui relève plus ou moins de la conspiration, selon les partisans de la théorie «stratégique») tend particulièrement à se resserrer lorsqu'une nouvelle technologie importante est en jeu, assurant aux entreprises japonaises une chance de capturer de nouveaux marchés même quand des sociétés étrangères ont de l'avance dans le domaine. En conséquence, le gouvernement américain (on entend souvent le même point de vue dans l'Union européenne) doit rééquilibrer la donne. Il faut forcer les Japonais à respecter les règles du jeu, à ouvrir leur marché aux entreprises américaines, secteur par secteur, grâce à la prise de mesures bilatérales ou unilatérales.

Malheureusement, les détracteurs du Japon et les partisans de politiques commerciales et industrielles stratégiques sont tombés têtes baissées dans le piège du nationalisme économique américain. Cela ne constitue pas un développement souhaitable pour les pays comme le Canada, qui désirent entretenir de bonnes relations commerciales avec les États-Unis. On ne peut pas résoudre les véritables problèmes économiques aux États-Unis en dénigrant le Japon, l'UE, ou d'autres pays encore. Il n'est pas possible non plus de les résoudre en mettant en oeuvre des politiques commerciales et industrielles stratégiques imprégnées de nationalisme. Une étude